


 <https://www.aefinfo.fr/depeche/706336>

 Antonin Gouze

 6 min read

Choc des savoirs : dans une lettre à Amélie Oudéa-Castéra, le SNPDEN-Unsa dénonce un projet contraire à ses valeurs

Dans une lettre ouverte adressée à la ministre de l'Éducation nationale le 22 janvier 2024, le SNPDEN-Unsa réitère son désaccord concernant la mise en place de "groupes de niveaux" au collège, vecteurs de "ségrégation scolaire". Le syndicat des personnels de direction réclame aussi au ministère des textes réglementaires, afin de pouvoir préparer la rentrée 2024 dans de bonnes conditions. Enfin, il pointe les effets néfastes du projet sur "l'organisation des enseignements et l'emploi du temps des enseignants", et réclame des moyens supplémentaires pour couvrir les besoins en professeurs.



"Ce projet ne nous correspond pas, il n'est pas dans les valeurs que l'on porte", souligne Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du SNPDEN, à propos de la mise en place de groupes de niveaux au collège. Shutterstock

Le SNPDEN-Unsa a remis une lettre en main propre à Amélie Oudéa-Castéra, lors de sa rencontre avec la ministre de l'Éducation nationale, le 22 janvier 2024. L'organisation y annonce "avoir pris connaissance des mesures nouvelles concernant le 'choc des savoirs'" ([lire sur AEF info](#)), et regrette que sa mise en place se fasse "dans des délais très contraints et avec des moyens insuffisants".

Le SNPDEN fait d'abord valoir sa conception d'un "collège pour tous" et d'une "scolarité et une orientation positives". Or, selon le syndicat, les groupes de niveaux créés en collège "ne correspondent pas à ces valeurs". Ces groupes de niveaux sont vecteurs de "ségrégation scolaire annoncée", souligne l'organisation, qui rappelle également que "les expertises sur le sujet depuis plusieurs décennies vont dans ce sens".

"Nous refusons d'organiser des classes de niveau"

"Il y a un risque évident d'une école à plusieurs vitesses", estime Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du SNPDEN, à AEF info. Pour lui, le danger est "l'enfermement des élèves dans un groupe plus faible d'où ils ne sortiront pas, pendant que les élèves plus forts avanceront plus vite. L'hétérogénéité est la source de progrès pour tous, comme le montrent les études. Il n'y a qu'une ou deux études, sur lesquelles s'appuie le gouvernement, qui soutiennent le contraire. Ce projet ne nous correspond pas."

Dans son courrier, l'organisation déclare ainsi "refuser d'organiser des classes de niveau" et réclame plutôt à la ministre "les moyens de diminuer le nombre d'élèves par classe et de faire ainsi réussir mieux les élèves".

pas de textes réglementaires

Deuxième motif d'insatisfaction présenté dans cette missive : l'absence de textes officiels publiés, avec un report de publication annoncée par le MENJ le 22 janvier. C'est "une situation inédite et inacceptable", et "il ne nous est pas possible d'avancer en aveugles, sans l'indispensable cap fixé par la loi", clame le SNPDEN. Bruno Bobkiewicz rappelle ainsi que "les principaux de collège doivent préparer la rentrée sans éléments précis, sans même savoir s'il faudra mettre en place deux ou trois groupes de niveaux".

Le communiqué demande ainsi au MENJ de communiquer des textes réglementaires au plus vite, regrettant que les mesures décidées au ministère soient "imposées dans cette perpétuelle urgence désormais devenue règle" et invoquant "le respect du Code de l'éducation et du principe d'autonomie des établissements, pour la République".

Le secrétaire général de l'organisation regrette cette situation qui lui rappelle la mise en place du pacte enseignant, durant laquelle "l'absence de textes nous avait conduits à raconter des choses fausses à nos équipes. Nous avons une expérience douloureuse de cela".

Une Organisation perturbée

Enfin, la lettre du SNPDEN s'inquiète des conséquences du projet sur "l'organisation des enseignements et sur les conditions de travail des enseignants", qui vont se "trouver considérablement dégradées".

Premier problème soulevé : le fait que les enseignants de français et de mathématiques "vont devoir, inévitablement, après la rentrée 2025, assumer un enseignement sur l'ensemble des niveaux afin d'assurer les alignements nécessaires. Leurs emplois du temps vont considérablement perdre en qualité".

Pour répondre à cela, le SNPDEN enjoint Amélie Oudéa-Castéra à "mobiliser et à créer les ressources nécessaires" pour les "mesures qu'[elle va] mettre en place", par exemple s'assurer qu'il y ait "des enseignants de lettres et de mathématiques en nombre suffisant pour la rentrée 2024 et, plus encore, en 2025".

Des moyens qui devront aussi bénéficier aux établissements de petite taille, qui n'auront pas nécessairement "un nombre de professeurs suffisant" pour mettre en place les groupes de niveaux. Globalement, le SNPDEN juge que "les 2 300 ETP annoncés ne sont pas suffisants pour couvrir les besoins". "Il en faudrait environ 4 500, presque le double", abonde Bruno Bobkiewicz.

Par ailleurs, le secrétaire général indique que "les marges d'autonomie des établissements sont invoquées par le ministère pour mettre en place les groupes de niveaux". Or, cette marge "permet de répondre à des besoins locaux pertinents" et de "financer les enseignements optionnels qui sont une garantie de pouvoir maintenir une offre de formation suffisante face à certains établissements privés".

Le courrier se conclut par un "soutien à nos collègues qui seront en incapacité d'effectuer les demandes de mise en œuvre pour la rentrée 2024".

Le SE-Unsa et le Sgen-CFDT rejoignent la grève du 1er février

Après la FSU, FO, la CGT et Sud, le SE-Unsa et le Sgen-CFDT ont également appelé à rejoindre le mouvement de grève du 1er février ([lire sur AEF info](#)), dans des communiqués du 19 et du 24 janvier 2024.

Le SE-Unsa dénonce une politique gouvernementale "qui tend à détruire les chances des élèves, en particulier les plus fragiles" et qui investit "insuffisamment et mal", renvoyant ainsi "les difficultés et les manques de l'École aux personnels".

Le Sgen-CFDT réclame "des conditions de travail et des moyens pour bien travailler au service de tous les élèves" et "des moyens pour réussir l'école inclusive". L'organisation

s'oppose notamment aux groupes de niveaux au collège.

Generated with Reader Mode